

Grève féministe

Ces femmes qui n'iront pas manifester le 14 juin

De nombreuses femmes de droite estiment que le mouvement s'est radicalisé et n'en partagent pas toutes les revendications.

Marie Maurisse

«Je suis féministe, toutefois ce que je ressens de plus en plus, c'est que la Grève des femmes divise plus qu'elle ne rassemble toutes les femmes», regrette Françoise Piron, conseillère communale PLR à Lausanne et directrice de la Fondation Pacte, qui œuvre pour l'égalité des chances et la mixité. Militante et engagée depuis plus de trente ans pour l'égalité hommes-femmes, elle se reconnaît de moins en moins dans la grève du 14 juin.

Françoise Piron ne comprend pas, par exemple, la présence annoncée du collectif en hommage à Mike Ben Peter, décédé en février 2018 suite à une interpellation policière. Le procès des six policiers accusés d'homicide doit se terminer le 14 juin, c'est pourquoi la grève des femmes a invité les militants à prendre la parole. «En tant que personnalité politique, je ne peux pas me mêler à une manifestation qui prend position sur un procès, explique Françoise Piron. Laissons faire la justice. De plus, je ne vois pas ce que viennent faire des actions antipolice dans un cortège pour les droits des femmes.»

Le collectif en question, appelé Kiboko, ne comprend pas le problème. «La mort de Mike Ben Peter a laissé une femme enceinte de trois mois et leurs deux enfants, avec un maigre revenu de femme de ménage à temps partiel. Ne serait-elle pas l'exemple même d'une personne défendue par la Grève féministe?» nous répondent-ils par courriel.

Elles ne se sentent pas représentées

Au-delà du débat sur les violences policières, d'autres femmes politiques estiment que la Grève des femmes ne les représente pas - ou plus. Comme Coralie Dumoulin, vice-présidente de la section femmes du PLR vaudois. «J'ai participé au cortège du 14 juin il y a quelques années. C'était une bonne expérience, mais déjà je ne me sentais pas concernée par certains slogans, par exemple sur l'immigration, se souvient-elle. Puis j'ai lu le manifeste de la grève, et cela m'a refroidi, parce que je ne partage pas la majorité de leurs revendications. Il y a clairement une mainmise des milieux syndiqués sur cette grève. Je n'irai pas dans la rue le 14 juin.»

Céline Baux, membre UDC du Grand Conseil, dit avoir «une immense admiration pour les femmes qui se sont battues pour le droit de vote, comme nos mamans et nos grands-mamans. Mais aujourd'hui, la Grève des femmes me semble un peu extrémiste. D'un côté, c'est aussi un peu de notre faute, parce que nous, les femmes de droite, ne militons pas suffisamment pour l'égalité, et cela laisse tout le champ libre à la gauche...»

Présidente du Parti vert libéral vaudois, Claire Richard est aussi



Y aura-t-il moins de monde que l'année dernière à la Grève féministe du 14 juin? De nombreuses femmes de droite n'iront pas cette année et estiment que le mouvement s'est trop «radicalisé». KEYSTONE/CYRIL ZINGARO

«Je ne vois pas ce que viennent faire des actions antipolice dans un cortège pour les droits des femmes.»



Françoise Piron, conseillère communale PLR à Lausanne et directrice de la Fondation Pacte

déçue. «On voit que les manifestations deviennent de plus en plus anti quelque chose, plutôt que pro femmes, dit-elle. Ce dogmatisme, cette logique d'exclusion, n'aide pas la cause de l'égalité, je pense.»

Le féminisme est-il de gauche?

Une autre membre du Grand Conseil, mais du côté des Verts cette fois, entend cette critique.

«Les manifestations deviennent de plus en plus anti quelque chose, plutôt que pro femmes.»



Claire Richard, présidente du Parti vert libéral vaudois

«À titre personnel, réfléchit Géraldine Dubuis, je peux comprendre que les femmes de droite ne se retrouvent pas dans la Grève des femmes. J'ai toujours considéré que ce mouvement était plutôt de gauche parce que pour moi, on ne peut pas critiquer le patriarcat sans remettre en question le fondement de notre système économique et social... La preuve: il n'y a jamais eu autant de femmes au parlement fédéral, et pourtant,

elles ont voté la retraite à 65 ans et refusé de dépenaliser l'avortement... On voit bien que le féminisme est d'abord politique!»

Pour elle, qui vient de quitter la présidence du Centre de liaison des associations féminines vaudoises, les dissensions au sein de la vague violette ne sont pas nouvelles. Et, rappelle-t-elle, la Grève des femmes de 1991 a d'abord été lancée par les syndicats. Pourtant, aujourd'hui, le collectif vaudois de la Grève féministe veut tenter de rassembler plutôt que de diviser. «Nous sommes très surprises des critiques de la droite, car nous sommes un collectif populaire, intergénérationnel et interclasses, affirme l'une des militantes. On nous traite de radicales alors qu'on vise simplement à une égalité des genres et des classes sociales.»

«La droite a tout intérêt à nous faire passer pour un mouvement des extrêmes», ajoute-t-elle, évoquant une récupération politique. Pour le moment, aucun parti n'ose organiser une contre-manifestation. Même la cause de l'égalité n'échappe pas aux logiques partisans, surtout en pleine campagne pour les fédérales.

Commentaire

L'union fait la force



Marie Maurisse
Vaud et régions

Le dicton a beau dater de plusieurs siècles, il a toujours autant de sens. C'est l'union qui fait la force - pas l'inverse. Toutes les femmes de ce pays, je pense, sont d'accord entre elles: il y a encore beaucoup à faire pour atteindre l'égalité hommes-femmes. Pour l'une, il faut avant tout travailler sur les salaires; pour l'autre, il faut davantage de parité en politique; pour la troisième, il faut d'abord aider les victimes de violences sexistes et sexuelles et condamner plus durement les coupables; et pour la quatrième, il faut que les hommes se mettent enfin à changer les couches et faire la les-

sive. Les unes veulent faire la révolution. Les autres pensent que le changement se fera petit à petit. Mais sur le fond, leur objectif est le même.

Pourtant, à quelques jours de la Grève des femmes du 14 juin, les dissensions entre les femmes semblent plus bruyantes que les points communs. Je ne suis pas naïve: bien sûr que le féminisme est profondément politique. Comme il vise à bousculer des fondements de notre société, il peut déranger, questionner. Et selon les partis, les solutions à adopter seront toutes différentes.

Mais le temps de la manifestation, justement, n'est-il pas le moment de mettre en sourdine ces divisions, pour avancer main dans la main vers le même objectif? Visiblement pas, parce qu'en ces

temps de campagne électorale, à droite, de nombreuses femmes, pourtant engagées pour la cause dans leur vie professionnelle et personnelle, font bande à part et refusent de se joindre au cortège. Et au sein de celui-ci, voilà qu'on brandit des thèmes plus polarisants comme la réduction du temps de travail et le droit d'asile, qui ne seront pas compris par toutes de la même manière et qui créeront des désaccords.

C'est dommage. Parce que la division des femmes ne les sert pas - au contraire. Au final, elle affaiblit le propos. Et ne profite qu'au patriarcat, ce système conçu par les hommes, pour les hommes. Ceux-ci ont depuis longtemps opposé les femmes les unes aux autres. Il serait temps de leur prouver qu'elles sont unies.

Lausanne est sur le point d'autoriser le burkini

«Dress code»

Le Conseil communal a pris en considération un postulat d'Ensemble à Gauche, mercredi soir. Il demande à la Ville d'adapter l'actuel règlement «discriminatoire et sexiste».

Le burkini n'est plus qu'à une longueur des bassins lausannois. Mercredi soir, les conseillers communaux ont accepté de prendre en considération le postulat de Manon Zecca (Ensemble à Gauche) intitulé «Pour un règlement des piscines qui ne soit ni discriminatoire ni sexiste».

«Il est essentiel que les plaisirs de la baignade ou l'accès aux sports aquatiques ne soient pas tributaires de l'origine ou de la religion de leurs adeptes», estimait la postulante. La balle est désormais dans le camp de la Municipalité qui devra présenter un rapport-préavis tenant compte de la volonté du Conseil. Pour rappel, l'actuel règlement des piscines municipales lausannoises interdit le port du burkini. Le prochain devra offrir la liberté de se couvrir le corps à sa guise ou, à l'opposé, de se baigner topless.

Le PLR s'est prononcé contre le postulat, comme l'UDC, se focalisant sur la problématique de l'hygiène comme pour Mathilde Maillard (PLR), ou sur la qualité de l'eau pour Jacques Pernet (PLR). Et Mathilde Maillard d'espérer un futur règlement des piscines plus nuancé, qui permettra certes davantage de libertés, mais aussi à l'ensemble de la communauté de cohabiter de façon libre et apaisée. «Qui dit plus de tissu dit moins d'hygiène. On ne peut pas se baigner en tenue de plongée non plus. Et à Rome, fais comme les Romains», a ajouté Patrizia Mori (UDC), quand son collègue Nicola di Giulio déclarait que le burkini, «ce vêtement islamique», assujettissait les femmes.

Des propos jugés «désolants» par Mountazar Jaffar (PS).

Contre la police du vêtement

Pour la gauche, l'argument de l'hygiène est irrecevable et celui présentant le burkini comme une provocation ou un étendard religieux «loufoque et absurde». Un texte soutenu avec «conviction et ferveur» par Romane Benvenuti (Les Verts) ainsi que par le PS. «Il est temps de nous lâcher la grappe», s'est même exclamé Virginie Cavalli au nom du groupe Vert libéral.

«On ne peut pas se baigner en tenue de plongée non plus. Et à Rome, fais comme les Romains.»

Patrizia Mori, conseillère UDC

«Il est temps de nous lâcher la grappe.»

Virginie Cavalli, élue Vert libérale

Le postulat dénonçait également la différenciation entre short ou slip de bain pour les hommes, et maillot une ou deux pièces pour les femmes, une règle qui participerait au contrôle de l'habillement et du corps. Une «police du vêtement» ne tenant pas compte des personnes non binaires ou trans et touchant, en particulier, le corps des femmes, puisqu'elles ont l'obligation de cacher leur poitrine, contrairement aux hommes.

Au vote, le postulat Zecca a été accepté par 46 oui, 11 non et 5 abstentions, suivant en cela la recommandation de la commission chargée d'examiner cet objet.

Laurent Antonoff

À Vevey, le Jardin Doret va s'ouvrir sur le lac

Espaces verts Les copeaux de bois feront à nouveau place à l'eau pour le bonheur des petits et grands. La pataugeoire va être réaménagée en espace ludique à l'horizon 2025.

Un saule pleureur les pieds dans l'eau, quelques feuillus majestueux trônant sur la pelouse, et la fameuse pataugeoire. À Vevey, il s'agit de la seule zone de détente ombragée au bord du lac. Prisé de toute la population, le petit bassin du Jardin Doret est à sec depuis deux ans, pour des raisons de sécurité. L'année dernière, l'ajout de copeaux transformait l'espace en une aire provisoire pour les enfants. «Le système de filtrage de l'eau a besoin d'être changé. Du coup, nous profitons de faire d'une pierre deux coups pour repenser et garder l'esprit du lieu», expose Vincent Imhof, municipal chargé des Espaces verts.

Les autorités ont tenu à proposer une alternative pour que les petits puissent se rafraîchir sans risque et gratuitement à nouveau cette année. L'entrée à la piscine de Vevey-Corseaux Plage sera à nouveau offerte à deux accompagnants d'enfants de moins de 6 ans durant toute la belle saison. Une mesure valable jusqu'au 10 septembre.

Pour aller de l'avant dans le dossier, la Municipalité a lancé un concours et un processus participatif de consultation pour le futur espace aquatique. C'était en janvier dernier.

Davantage de gazon

On connaît désormais le projet qui a été sélectionné par le jury: «Mon précieux», lauréat du concours, propose une augmentation de l'espace de jeu actuel, ainsi que davantage de surfaces recouvertes d'herbe et de nouveaux arbres. Avec, aussi, une meilleure ouverture sur le lac. «Le projet conçoit la construction d'un nouvel escalier pour accéder à l'eau. L'objectif principal est de reconnecter le Jardin Doret au bord du lac pour valoriser la rive», détaille l'élue Vert libérale.

En résumé, plus d'espace pour se prélasser dans l'herbe et une réorganisation de l'espace, avec des cheminements repensés. L'entourage du bassin en surface perméable permettra notamment une meilleure absorption de l'eau et renforcera la connexion entre la pataugeoire et les surfaces vertes du Jardin Doret. Sous réserve des procédures d'autorisation et d'acceptation du préavis par le Conseil communal, la pataugeoire pourrait être transformée pour la belle saison 2025. Le préavis sera soumis au Législatif au printemps 2024 pour un début de réalisation dès septembre 2024. **Noémie Desarzens**